

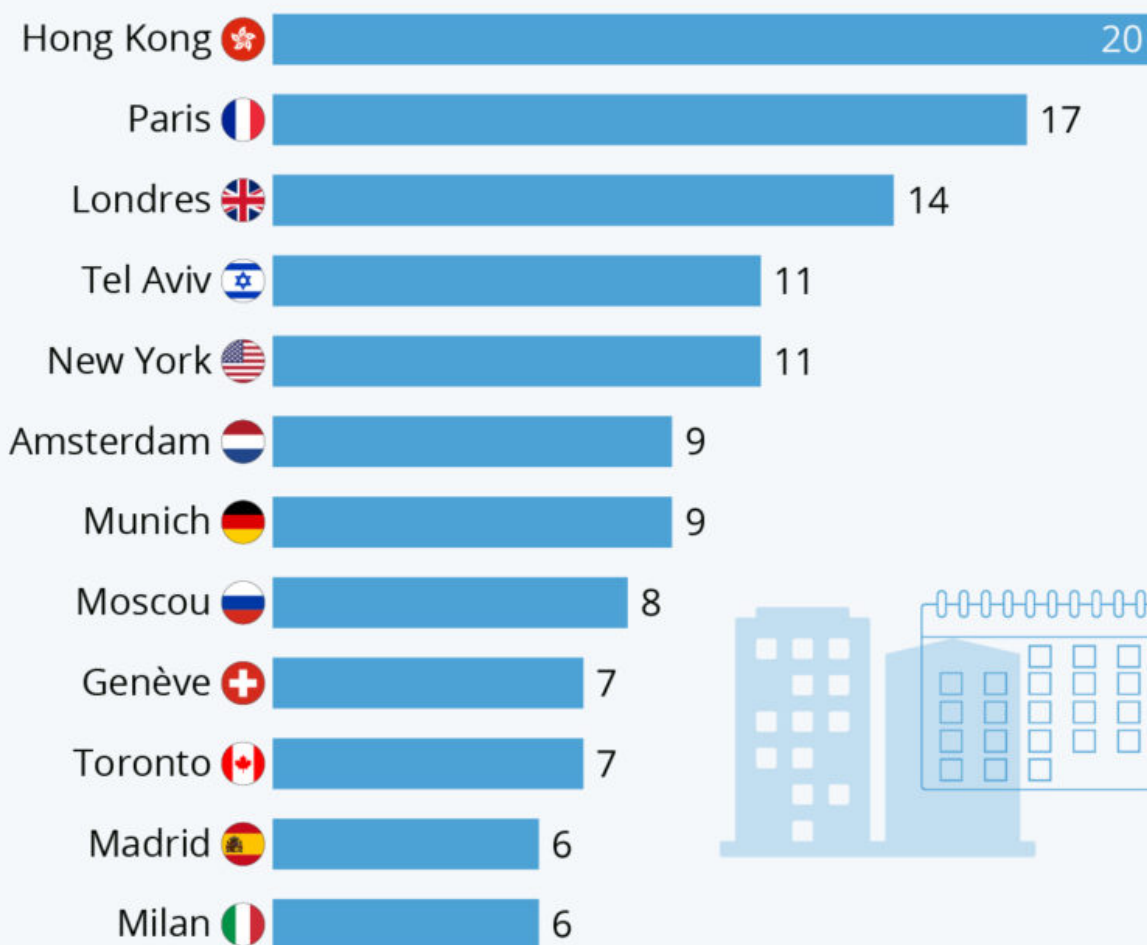
Ecrit par le 25 août 2024

Combien d'années de travail vaut un logement

Écrit par le 25 août 2024

Combien d'années de travail vaut un logement

Nombre d'années de travail nécessaires à un employé qualifié pour s'acheter un appartement en 2020 *



* superficie de 60 m², à proximité du centre dans les villes sélectionnées.

Source : UBS Global Real Estate Bubble Index 2020



statista

Ecrit par le 25 août 2024

Être propriétaire de son logement est une étape importante dans une vie. D'après une [étude](#) réalisée cette année, accéder à la propriété est jugé « essentiel ou important » par plus de 90 % des Français. Mais comme le révèlent le [dernier rapport](#) d'UBS, le nombre d'années de salaires nécessaires pour réaliser cet objectif varie considérablement selon les villes. À Paris, un employé qualifié doit par exemple compter sur 17 ans de salaires pour acquérir un appartement de 60 m² proche du centre. Il s'agit de la durée la plus élevée parmi la vingtaine de métropoles étudiées avec Hong Kong, où deux décennies de labeur sont nécessaires pour se payer un logement du même type. Comme le montre le graphique de [Statista](#), il faut en comparaison trois fois moins de temps pour accéder à la propriété dans des villes comme Madrid ou Milan.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Grand Delta Habitat apporte son soutien à ses locataires en ces temps de Covid-19



[Grand Delta Habitat](#) et 3 organisations représentantes des locataires ont signé une charte

Ecrit par le 25 août 2024

territoriale d'engagement et de bonnes pratiques. Objectif ? Aider et accompagner les familles et personnes résidant en HLM, impactées par la crise sanitaire de la covid-19.

« Lors de la crise sanitaire de la Covid-19 nos collaborateurs ont appelé les locataires afin de mettre au jour les problèmes de tout ordre car les difficultés éprouvées, sanitaires ou économiques, sont aussi psychologiques et je crains que l'on n'en mesure pas assez l'importance, la prégnance, observe Michel Gontard, président de Grand Delta Habitat.

Accompagner

Il est ainsi question de venir en aide aux plus fragiles des 55 000 locataires accueillis dans les 20 000 logements de Grand Delta Habitat tout en sécurisant la coopérative elle-même qui ne peut se priver de l'encaissement des loyers déjà investis dans une machinerie bien huilée, ultra-organisée, aux 1 000 logements programmés dans la décennie.

Concrètement

« Nous avons actuellement détecté 735 familles en difficulté, précise Michel Gontard. Un acte de prévention tout d'abord orchestré par les conseillères en économie sociale et familiale intervenues aux premiers signaux qui sont souvent les retards de paiement. » Les professionnelles, qui d'habitude enseignent la gestion budgétaire, orientent pour l'accès aux droits, soutiennent la constitution de dossiers administratifs, accompagnent l'évolution du foyer, le départ des enfants, le décès du conjoint, manient les paramètres de la baisse des ressources pour conseiller un relogement adapté à la situation locative, en partenariat avec la Caisse d'allocations familiales. Ce que nous allons faire précisément ? Proposer un échelonnement de la dette et des charges pour ne pas entamer de façon trop drastique le budget des ménages. »

« A la rentrée, la situation risque d'être dramatique, particulièrement pour nos locataires. »

Un maillage efficace

Mais pour faire face à ce tsunami qui ébranle durablement le monde, Michel Gontard sollicite une approche pluridisciplinaire de choc efficace et réactive permettant une prise en charge globale et ponctuelle des foyers en difficulté au niveau financier mais aussi humain pour minimiser la souffrance psychologique, les manques éducatifs, le soutien aux étudiants ainsi qu'aux personnes isolées ou âgées, aux foyers les plus modestes.

Une charte de bonnes pratiques

Pour repérer les personnes fragilisées par la crise sanitaire « et alors que souvent le silence est de mise », Michel Gontard s'appuie sur les associations de locataires. C'est pourquoi il fait appel à Nora Djeddar

Ecrit par le 25 août 2024

de la Confédération de la consommation, du logement et du cadre de vie ; Michel Mus de la Confédération nationale du logement, et Yves Marteyn de la Confédération française démocratique du travail, pour faire remonter les informations du terrain et également se battre au niveau national, dans le cadre d'un accord-cadre (voir ci-dessous).

Ils ont dit

Michel Gontard, Président de Grand Delta Habitat : « A la rentrée de très nombreux locataires seront impactés par les conséquences économiques de la crise. Près de 60% de nos locataires possèdent de faibles revenus, des emplois précaires : intérimaires, intermittents, en apprentissage, en situation de chômage et également des commerçants, vendeurs non sédentaires, artisans qui n'ont pas pu travailler durant le confinement et qui n'ont pas pu reprendre à son terme. J'ai une pensée pour nos entreprises partenaires qui, durant la pandémie, pour tout ce qui concerne la sécurité, sont intervenues dans nos résidences maintenant un service de qualité. La charte a été rédigée en pensant également aux personnes qui n'iraient pas chercher d'aide. »

Michel Mus, Représentant de la Confédération nationale du logement : « J'habite un logement GDH, quartier Saint-Jean à Avignon. L'accord cadre que nous signons est conçu pour aider les familles qui, de la précarité économique, vont se retrouver en précarité de logement. Cet accord-cadre national devait être amélioré de façon régionale, ce que nous avons fait. C'est un accord historique car il a été signé, pour la 1^{re} fois, par les organismes HLM et les associations de locataires reconnues nationalement. Je souhaite que le Département et l'Etat augmentent leur participation au Fonds de logement. J'ai trouvé que les gens, dans nos quartiers dits populaires avaient vraiment respecté le confinement. La Mairie d'Avignon et le Secours populaire ont vraiment fait un travail d'excellence en intervenant auprès des personnes en difficulté, notamment pour le portage et l'accès au repas. Aujourd'hui ? Les familles s'angoissent de leur devenir économique. »

Nora Djeddar, Représentante de la Confédération consommation, logement et cadre de vie : « J'habite un logement GDH à Morières-lès-Avignon. Il s'est passé des choses extraordinaires, en termes de solidarité et d'échanges humains, pendant ce confinement dû à la crise sanitaire. On se demandait des nouvelles des uns et des autres, faisant les courses pour ceux qui ne pouvaient sortir, prenant régulièrement des nouvelles des personnes âgées ou isolées. Nous imprimions des attestations et les cours des enfants pour ceux qui ne disposaient pas d'accès internet, d'ordinateurs et d'imprimantes. Effectivement, je pense que des locataires éprouvent des difficultés à payer leur loyer parce qu'ils ont perdu leur travail. »

Yves Marteyn, Responsable de la Confédération française démocratique du travail : « J'habite Le Thor. Durant le confinement, beaucoup de personnes sont intervenues pour aider les autres. J'ai pu me déplacer et entrer en contact avec mon environnement et j'ai compris que ces personnes n'avaient pas réagi aux gros problèmes qu'elles rencontraient. Les 'pauvres' n'étaient pas les seuls à éprouver des difficultés et ceux de la classe moyenne se sont tus, recroquevillés sur eux-mêmes, prostrés dans leur silence. Ils ne se dévoilent pas. Les informations suintent des autres locataires. J'espère que la charte déblocuera cette situation. »

Ecrit par le 25 août 2024

Un accord-cadre national

Le Mouvement HLM dont Grand Delta Habitat et les cinq associations nationales de locataires siégeant à la Commission nationale de concertation (la Confédération syndicale des familles, la Confédération nationale du logement, la Confédération générale du logement, la Confédération logement cadre de vie, l'association Force ouvrière consommation) ont signé une Charte autour de cinq propositions.

Les propositions

Ces propositions sont d'activer les Fonds de solidarité logements financés en grande partie par les collectivités locales et possiblement abondés par l'Etat, particulièrement pour les départements très impactés par les politiques sociales. Apporter une aide de 200€ supplémentaires aux ménages fragiles et aux étudiants (via le remboursement rétroactif des 5€ d'APL -allocation personnalisée au logement- retirés par l'Etat depuis 2017 ainsi qu'abroger cette mesure). Revaloriser les aides au logement au-delà de l'inflation pour compenser les années de sous-indexation. Prolonger le moratoire sur les expulsions pour les locataires de bonne foi jusqu'au 31 octobre 2020. Revenir dans la loi de finances pour 2021 sur les coupes budgétaires imposées au logement social (Réduction de loyer solidarité, hausse du taux de la TVA...) pour permettre le développement dans le plan de relance de plus de logements sociaux et très sociaux.

La fondation GDH

La Fondation Grand Delta Habitat, à laquelle la coopérative a alloué une dotation de 100 000€ en 2020, promeut l'insertion par le logement, l'emploi, les activités sociales, culturelles, sportives et les loisirs. Marie-Catherine Bertrand est la présidente de cette association indépendante conçue pour nourrir un dialogue d'ouverture, de culture et de bien-être au cœur et autour des habitats de GDH.


Écrit par le 25 août 2024



Michel Gontard a été réélu président-directeur général d'Axédia, filiale spécialisée dans l'accèsion à la propriété sécurisée de Grand Delta Habitat, coopérative d'HLM dont il est également le président, et aussi conseiller fédéral de la structure nationale des sociétés coopératives d'HLM, et membre de l'Agence régionale HLM Paca et Corse.

A partir du 1er juin, les assemblées générales de copropriété pourront avoir lieu de manière complètement dématérialisée

Ecrit par le 25 août 2024

designed by  freepik

Une ordonnance présentée aujourd'hui en Conseil des ministres permet la tenue des assemblées générales par des moyens complètement dématérialisés comme la visioconférence, en dehors de toute présence physique des copropriétaires, et sans qu'il soit nécessaire que l'assemblée générale ait décidé au préalable des modalités de sa mise en œuvre, et ce à partir du 1er juin.

En raison de l'épidémie de Covid-19 et des interdictions de regroupement qu'elle entraîne, les copropriétés se trouvent dans l'impossibilité matérielle de tenir des assemblées générales dans des conditions normales. L'ordonnance du n° 2020-304 du 25 mars 2020 a déjà adapté les dispositions applicables en matière de copropriété à ce contexte en prévoyant un renouvellement des contrats de syndic et des mandats des membres des conseils syndicaux qui ont expiré ou expirent entre le 12 mars et le 23 juillet jusqu'à une prochaine assemblée générale qui devra se tenir au plus tard le 31 janvier 2020. Cette situation étant amenée à perdurer au-delà de la période de confinement, il est important de permettre la tenue d'assemblées générales totalement dématérialisées.

« Les visites virtuelles et la dématérialisation des actes notariés ont d'ores et déjà permis aux Français de continuer à se projeter dans leur projet immobilier. »

Ecrit par le 25 août 2024

L'ordonnance présentée en Conseil des ministres complète cette ordonnance afin de permettre la tenue des assemblées générales par des moyens complètement dématérialisés comme la visioconférence, en dehors de toute présence physique des copropriétaires, et sans qu'il soit nécessaire que l'assemblée générale ait décidé au préalable des modalités de sa mise en œuvre.

Elle permet également aux copropriétaires de prendre des décisions au seul moyen du vote par correspondance lorsque la visioconférence n'est pas possible. Elle augmente également jusqu'à 15 % au lieu de 10 % le nombre de voix dont peut disposer le mandataire qui reçoit plus de trois délégations de vote de copropriétaires à l'assemblée générale.

Il est prévu que ces dispositions entrent en vigueur le 1er juin 2020, date à laquelle les autres dispositions relatives au vote par correspondance prévu par l'ordonnance n° 2019-1101 du 30 octobre 2019 portant réforme du droit de la copropriété entreront en vigueur. Ce dispositif spécifique s'applique jusqu'au 31 janvier 2021, date jusqu'à laquelle les autres dispositions dérogatoires relatives à la copropriété s'appliquent.

« Les visites virtuelles et la dématérialisation des actes notariés ont d'ores et déjà permis aux Français de continuer à se projeter dans leur projet immobilier. Aujourd'hui, le Gouvernement en permettant la dématérialisation des assemblées générales de copropriété à partir du 1er juin facilite la prise de décisions et assure la continuité de leur fonctionnement. C'est une simplification considérable très attendue par les millions de Français qui vivent en copropriété » commente Julien Denormandie, ministre chargé de la Ville et du Logement.

« En répondant à l'impossibilité matérielle de tenir les assemblées générales, cette ordonnance facilite la prise de décision en préservant les droits des copropriétaires » complète Nicole Belloubet, Garde des Sceaux, ministre de la Justice.